

Elections régionales : dix

POLITIQUE A deux mois exactement du premier tour qui se déroulera le 14 mars votre journal répond aux questions que vous vous posez sur les régionales

1 Conseil régional : quelles compétences ?

Le conseil régional intervient prioritairement dans quatre domaines :

- Le développement économique (soutien à la création d'activités par exemple);
- L'aménagement du territoire (c'est à ce titre qu'il finance les TER, les trains express régionaux);
- L'éducation, la formation pro-

fessionnelle et la culture (il est notamment en charge des lycées);

- La santé (campagnes de vaccination). Il peut se saisir de nombreuses autres questions. C'est ainsi que le conseil régional Paca intervient également dans le sport, la culture, le logement, etc.

2 Comment sont élus les conseillers ?

Les conseillers régionaux sont élus au scrutin de liste paritaire (un homme-une femme ou l'inverse) selon un système mixte combinant scrutins majoritaire et proportionnel. Les listes sont déposées au niveau régional mais les candidats sont répartis entre les départements.

■ Premier tour. Pour l'emporter, il faut qu'une liste réalise plus de 50 % des voix (hypothèse peu probable). Seules les listes ayant obtenu plus de 10 % au premier tour peuvent se maintenir au second

et éventuellement fusionner entre elles ou avec des listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages.

■ Second tour. La liste qui arrive en tête obtient un quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la proportionnelle entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages. Le nombre régional de sièges gagnés par chaque liste est ensuite réparti entre les départements en fonction des voix obtenues par chaque liste dans les départements.

3 Quel calendrier ?

Parti socialiste : présentation de la liste durant la première semaine de février.

Majorité présidentielle : présentation des listes des 22 régions le 30 janvier à Paris. Annonce du programme Paca à l'occasion d'une réunion publique à Hyères le 14 février.

Europe Écologie : présentation de la liste et lancement de la campagne le 23 janvier à Marseille.

Front national : présentation de la liste le 17 janvier à Vitrolles.

Front de gauche : présentation de la liste et lancement de la campagne le 19 janvier à Marseille.

Alliance écologiste indépendante : présentation à Paris des têtes de liste des 22 régions.

Lutte ouvrière : la liste a été présentée le 12 janvier à Marseille.

4 La droite peut-elle gagner ?

Jean-Claude Gaudin est le dernier élu de droite à avoir présidé le conseil régional. Défaite aux deux derniers scrutins en 1998 et 2004, la majorité présidentielle ne fait pas figure de favori. Face à Michel Vauzelle, elle présente une tête de liste, le député du Vaucluse Thierry Mariani, désigné après le renoncement d'Hubert Falco. Son principal handicap réside sans doute dans le poids du Front national. Si le parti de Jean-Marie Le Pen réalise plus de 10 % au premier tour, il pourra se maintenir au second. Les chances de succès de la droite seraient alors grandement hypothéquées dans le

cadre d'un match à trois. Elle dispose cependant d'un certain nombre d'atouts dont l'union dès le 1^{er} tour de toutes les composantes de la majorité présidentielle (UMP, Nouveau Centre, Gauche moderne, Chasseurs, MPF...). Un avantage qui pourrait se retourner si le FN se qualifie pour le second tour. De quel réservoir de voix disposera alors la majorité présidentielle ? Une campagne pugnace et l'amélioration de la situation économique qui permettrait à Nicolas Sarkozy de peser dans l'élection semblent être les seuls éléments susceptibles d'inverser la tendance.



La nouvelle assemblée régionale sera élue dans deux mois.

(Photo doc André Dupeyroux)

5 La gauche sera-t-elle unie ?

C'est l'une des fiertés de la gauche : en terres de droite, elle a su non seulement conquérir la région, mais aussi la conserver durant deux mandats. Proche de François Mitterrand, Michel Vauzelle compte parmi les présidents de région les plus connus de France. Pourtant, pour ce troisième scrutin, la gauche régionale se lance pour la première fois dans la bataille en rangs dispersés. Les Verts sont partis avec Europe écologie. Les communistes avec le Front de gauche. A l'exception du Varois Joël Canapa qui, contre l'avis du PCF, restera fidèle à Michel Vauzelle.

Lequel, face à ce premier tour qui s'annonce un peu chaotique à gauche et face à une droite très remontée, semble vouloir se mettre au-dessus des partis. Espérant ainsi conquérir les déçus du sarkozisme et les malmenés de la crise. Michel Vauzelle a délibérément placé sa candidature sous le signe de la défense de la République et du modèle français. Et compte sur l'esprit de contradiction des habitants de la région. Prompts à élire des parlementaires de droite mais pas prêts à donner les pleins pouvoirs à l'UMP.

6 Un raz-de-marée écolo ?

Cela restera comme la grosse surprise du scrutin des dernières européennes : les écologistes, sacrés

deuxième force politique de la région. Derrière l'UMP, mais devant les socialistes, Europe écologie raflait 16,29 % des suffrages en Paca. Vague de fond ou phénomène sporadique ? Vote de conviction ou « défouloir » ? Pour les Verts et leurs alliés, en tout cas, les européennes ont marqué le début d'une nouvelle ère. Dès le lendemain du scrutin, c'était dit : Europe écologie était prête à partir, en manière autonome, à l'assaut de la région. Tournant ainsi résolument le dos à feu la gauche plurielle, avec laquelle les Verts avaient gagné deux fois les régionales.

Les écolos peuvent compter pour ce nouveau combat sur leur image de parti politique « neuf » et sur la personnalité de leur tête de liste. Laurence Vichnievsky, ex-juge d'instruction, aux côtés d'Eva Joly, bénéficie d'une réputation d'incorruptible. À l'heure où les deux tiers des Français affirment ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite, Europe écologie peut aussi représenter une sorte de valeur refuge. Pour les écolos, le score du premier tour des régionales sera, bien sûr, déterminant. Mais du côté de leurs adversaires ou de leurs alliés historiques, nul doute que l'on sera tout aussi attentif aux résultats des petits nouveaux..

Dossier réalisé par
Eric Néri
eneri@nicematin.fr
et Mireille Martin
mmartin@varmatin.com

questions pour comprendre

Régionales 2010

Têtes de listes régionales PACA



Têtes de listes départementales Var



Infographie François-Philippe LANGLADE

*(UMP, Nouveau Centre, MPF, Gauche moderne, Chasse pêche nature et traditions) - ** (PC, Parti de gauche, Gauche unitaire)

Des têtes de liste encore inconnues

Tous les mouvements n'ont pas encore présenté leurs têtes de liste.

C'est le cas du NPA (Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot) : un retard dû, entre autres, à des négociations qui se sont prolongées avec le Front de gauche et qui n'ont finalement pas abouti.

Debout la République prendra, en Paca, sa décision le 22 janvier. C'est le manque de moyens financiers qui risque finalement d'amener les partisans de Nicolas Dupont-Aignan à renoncer dans notre région (les frais de campagne ne sont remboursés qu'au-dessus de 5 % des voix).

Pour certains mouvements, le casting des têtes de liste n'est pas encore complet.

Exemple : la Ligue du Sud qui n'a pas encore désigné son chef de file dans les Alpes-Maritimes.

D'autres listes pourraient se déclarer d'ici la mi-février sachant que, pour le 1^{er} tour, le dépôt des listes se déroulera entre le 8 et le 15 février.

7 Un FN requinqué ?

A la suite de l'échec à la présidentielle, le Front national retrouve peu à peu des couleurs après des résultats encourageants aux européennes.

Aux régionales en Paca, il bénéficie, de surcroît, de la présence, pour son dernier combat électoral, de son leader Jean-Marie Le Pen, tête de liste dans la Région et dans les Alpes-Maritimes.

Si le FN n'a, selon les premiers sondages, pas retrouvé

les sommets du dernier scrutin régional (23 % au 1^{er} tour et 15,5 % au second en Paca), il pourrait cependant franchir

la barre des 10 % et donc se qualifier pour le second tour. La stratégie de la majorité présidentielle consistera à réaliser en Paca ce que Nicolas Sarkozy avait réussi à la présidentielle : s'emparer de thèmes chers aux électeurs tentés par l'extrême droite (la sécurité notamment), afin qu'ils reportent leurs voix, dès le premier tour, vers la droite classique.

8 Quels scénarios possibles au second tour ?

Deux, trois, quatre... Combien de listes seront-elles présentes au second tour ? Pour se qualifier, il faut obtenir plus de 10 % des voix au premier tour. Mais le maintien n'est pas pour autant obligatoire et certaines pourraient fusionner ⁽¹⁾.

■ Première hypothèse : seules les listes Majorité présidentielle et PS dépassent les 10 %. La liste PS proposera sans doute la fusion au Front de gauche (PC, Parti de gauche, Gauche unitaire) et à Europe Écologie. Si le premier a déjà fait savoir qu'il acceptera, Europe Écologie entretient le doute. L'extrême gauche (NPA, Lutte Ouvrière) devrait refuser la fusion, mais une grande partie de ses électeurs se reportera probablement vers la liste de gauche. En face, la majorité présidentielle pourra compter sur une partie des voix des élec-

teurs ayant voté pour le FN, ainsi que pour la Ligue du Sud. Dans ce cas, le match promet d'être serré. Le résultat du second tour dépendra des scores réalisés par le PS et la majorité présidentielle au premier tour, ainsi que des reports de voix.

■ Deuxième hypothèse : PS, majorité présidentielle et FN dépassent 10 %. Dans le cadre d'une triangulaire, le PS et ses alliés ont alors de bonnes chances de l'emporter.

■ Troisième hypothèse : PS, majorité présidentielle et Europe Écologie font plus de 10 %. Si Europe Écologie refuse de fusionner, on se retrouve dans une situation similaire à la précédente. Mais cette fois en faveur de la droite. En cas de fusion, on se reportera à la première hypothèse.

■ Quatrième hypothèse : PS, majorité pré-

sidentielle, FN et Europe Écologie sont au-dessus de 10 %. Si Europe Écologie accepte la fusion avec le PS (ainsi qu'avec le Front de gauche), on revient à l'hypothèse 2. En revanche, si Europe Écologie décide de se maintenir, on se retrouve dans une quadrangulaire et le jeu reste très ouvert.

■ Autres hypothèses : elles sont évidemment nombreuses. On citera notamment, en s'appuyant sur la tendance des européennes, celle où Europe Écologie devancerait le PS au premier tour. En cas de fusion entre les forces de gauche et l'écologie, Laurence Vichnievsky, chef de file d'Europe Écologie, pourrait alors prendre la tête de la liste et donc devenir présidente de la Région en cas de victoire.

1. Pour fusionner il faut avoir obtenu plus de 5 % au 1^{er} tour.

9 Quels thèmes domineront la campagne ?

Quels seront les thèmes majeurs qui animeront la campagne ? Pas forcément ceux qui relèvent directement de la compétence de la région !

On voit par exemple très bien se profiler l'enjeu de la sécurité. Compétence de l'Etat s'il en est mais thème cher aux électeurs de tous bords. La sécurité fait partie de ces sujets touchant à la vie quotidienne des citoyens à laquelle les candidats affirment vouloir s'intéresser au plus près. La crise de son côté va forcément mettre sur le tapis l'emploi. Et donc le chômage. On peut s'attendre à des batailles de chiffres sur ce thème. Et à des propositions pour accompagner la reprise économique. Seront-elles réalistes ? C'est une autre question. L'environnement devrait aussi occuper l'espace. À l'heure où tous les partis se piquent d'écologie, chacun se devra de l'aborder durant la campagne.

Les transports ferroviaires régionaux, compétence directe cette fois de la région, seront eux aussi un enjeu du scrutin. Là aussi, les candidats ne manquent apparemment pas d'idées.

10 Bientôt la fin de la Région ?

Attention, dernier scrutin avant grand chambardement ! Les élections régionales du mois de mars devraient être les dernières du genre. Réforme des collectivités territoriales oblige, les mandats de conseiller régional et de conseiller général fusionneront à compter de 2014 dans un seul et même et même corps : le conseiller territorial. Au passage d'ailleurs, la durée de mandat des conseillers régionaux, que vous élirez dans deux mois, sera ramenée à quatre ans (au lieu de six) afin d'assurer la concomitance des renouvellements avec les conseillers généraux. Le futur conseiller territorial, voulu par Nicolas Sarkozy, siégera à la fois à la région et au département. Du coup, le nombre des élus des deux instances va diminuer de moitié : 3 000 au lieu des 6 000 actuels. Pour ses partisans, cette réforme - dont l'instauration du conseiller territorial n'est qu'un des nombreux chapitres - promet plus d'efficacité, plus de lisibilité et moins de « concurrence » entre les régions et les départements. Pour ses adversaires, on se dirige tout droit vers un déficit de démocratie de proximité.

LE CONSEIL RÉGIONAL AUJOURD'HUI

Répartition géographique

- 51 élus pour les Bouches-du-Rhône
- 26 pour les Alpes-Maritimes
- 25 pour le Var
- 14 pour le Vaucluse
- 4 pour les Alpes-de-Haute-Provence
- 3 pour les Hautes-Alpes

Répartition politique

- 123 conseillers régionaux composent l'actuelle assemblée
- 46 élus pour le Groupe socialiste, radical, citoyen et apparentés
- 19 élus pour le Groupe communiste et partenaires
- 8 élus pour le Groupe Verts et apparentés. Soit 73 élus composant la majorité.
- 31 élus pour le Groupe UMP Nouveau centre et apparentés
- 11 élus pour le Groupe Front national
- 8 élus non inscrits.

VOTRE JOURNAL VA CRÉER L'ÉVÉNEMENT

Dès cette semaine, vivez la campagne des régionales avec votre journal.

Retrouvez dans nos éditions l'actualité de tous les candidats : meetings, conférences de presse, déplacements dans les quartiers, rencontres avec les militants...

Tout au long des prochaines semaines, Nice-Matin et Var-Matin seront au cœur des partis politiques pour mieux vous faire comprendre les enjeux du scrutin.

Deux débats, animés par la rédaction, seront organisés ces prochaines semaines. Deux rencontres au cours desquelles lecteurs et internautes pourront poser leurs questions directement aux candidats présents. Dès le 1^{er} février, retrouvez notre blog consacré aux élections régionales sur notre site internet. Une autre manière de commenter l'actualité politique du moment.